♦♦♦

الامتحان الوطني الموحد للبكالوريا
الدورة العادية 2019
- الموضوع -

♣♣♣♣♣♣♣♣♣♣♣♣♣♣♣♣♣♣♣♣♣♣ NS52

المملكة المغربية
وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني والتعليم العالي والبحث العلمي

المركز الوطني للتقويم والامتحانات والتوجيه

المادة	الاقتصاد العام والإحصاء	مدة الانجاز	3
الشعبة أو المسلك	شعبة العلوم الاقتصادية والتدبير: مسلك العلوم الاقتصادية	المعامل	6

Les pages de 6 à 12 sont à rendre avec la copie.
L'utilisation de la machine à calculer non programmable est autorisée.
Pour les calculs, retenez uniquement les deux premiers chiffres après la virgule.
Évitez les ratures et les surcharges.
0,5 point de la note sur 20 est réservé à la présentation soignée de la copie.

DOSSIER 1 : DYSFONCTIONNEMENTS DES MARCHES, AGREGATS ET POLITIQUE MONETAIRE

DOCUMENT 1 :

Maroc, la croissance économique en recul

En 2018, la croissance économique au Maroc devrait s'établir à 3% contre 4,1% en 2017 selon les prévisions du Haut-Commissariat au Plan (HCP). Ce ralentissement est dû au recul du secteur primaire et à la reprise toujours lente du secteur non agricole.
La lente transformation des structures de l'économie est visible à travers la contribution à la croissance économique. La consommation des ménages, principal moteur de la croissance économique, continue à générer des déficits car elle est satisfaite principalement par les importations. En effet, le Maroc peine à installer une industrie capable de se substituer aux importations et de renforcer l'export.
L'investissement national, devrait certes progresser en 2018, principalement grâce aux infrastructures, mais, générant peu de croissance et d'emplois. La demande extérieure nette contribue négativement à la croissance économique.

Ressources et emplois en biens et services aux prix constants

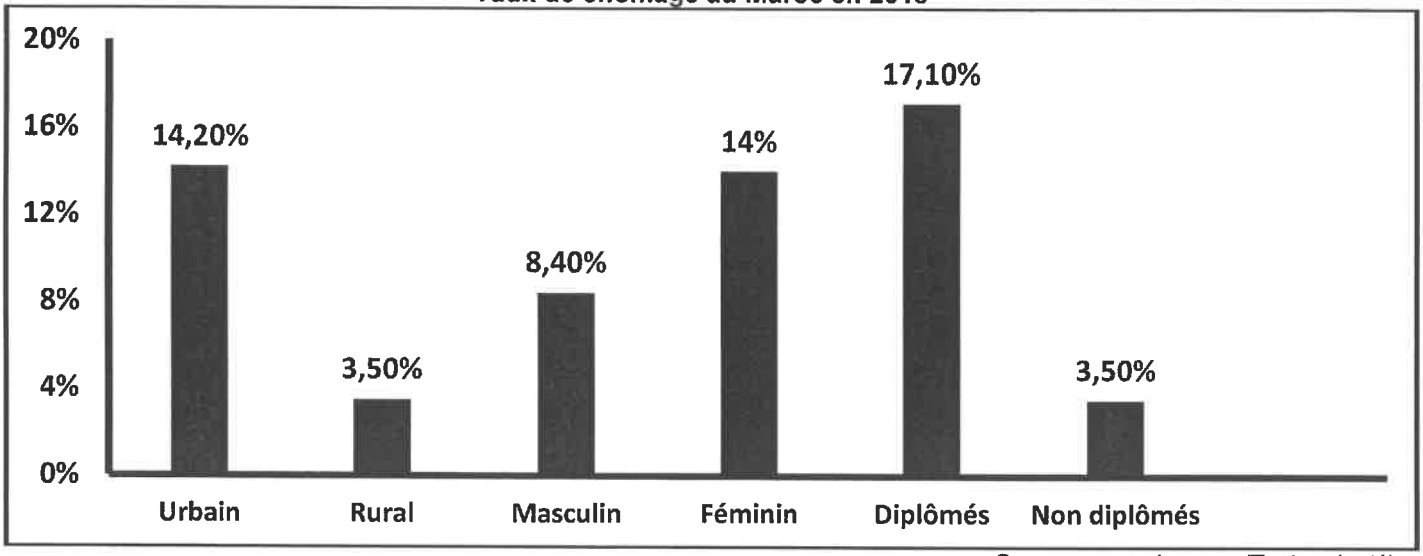
Éléments (valeurs en milliards de DH et taux en %)	2015	2016	2017
Ressources (R) dont :	1 268	1 334	**1 402**
• Importations de biens et services **(M)**	370	424	456
Emplois (E) dont :	1 268	1 334	1 402
• Formation brute du capital **(FBC)**	295	327	354
• Exportations de biens et services **(X)**	291	307	341
Variation en % du PIB	4,5	1,1	4,1

Sources : www.medias24.com au 17 /11/ 2018 et www.hcp.ma (Texte adapté)

DOCUMENT 2 : Maroc, recul du taux de chômage en 2018

Le taux de chômage au Maroc s'est situé à **9,8%** en 2018 au niveau national contre 10,2% en 2017, selon le HCP. La population active a atteint 11 680 000 personnes en 2018 portant ainsi le taux d'activité à 46,2% contre 46,7% en 2017. **Le chômage, au Maroc, reste encore marqué par des disparités très grandes entre les différentes catégories de chômeurs**. En 2018, il affecte toujours beaucoup plus les jeunes âgés de 15 à 24 ans, avec un taux de 26%. Ce taux alarmant est lié, entre autres, à « la transition démographique » du Maroc, avec de plus en plus de jeunes actifs.
Aussi, l'économie marocaine, bien que portée par une croissance de 3% en 2018, n'a pas créé suffisamment d'emplois par rapport au nombre de jeunes arrivés sur le marché du travail. Les insuffisances en matière de création d'emplois, facteur des inégalités sociales et de pauvreté, soulève un défi d'entretenir la dynamique de croissance économique.

Taux de chômage au Maroc en 2018



Source : www.hcp.ma (Texte adapté)

DOCUMENT 3 : Inflation au Maroc, alerte sur le pouvoir d'achat

Selon le rapport de la Banque mondiale sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale à la mi-2018, l'inflation marocaine atteindrait un pic de **2,8%** en 2018 contre 0,7% en 2017. C'est le plus haut niveau d'inflation observé au Maroc depuis 2009.

(...) La Banque mondiale souligne dans son rapport que les conséquences néfastes d'une inflation élevée risquent de peser lourdement sur les pauvres qui dépendent principalement des revenus salariaux, des prestations sociales et des pensions. Aussi, **un taux d'inflation très élevé entraine un ralentissement de la croissance économique**.

Sources : www. lematin.ma au 21/05/2018 et au 07/11/2018 (Texte adapté)

DOCUMENT 4 :

Liquidité bancaire au Maroc, le déficit va s'aggraver

Les trésoreries bancaires vont être sous pression pour les trois prochaines années. Selon les prévisions de Bank Al-Maghrib (BAM), le déficit de liquidité va s'accentuer d'ici 2020 pour atteindre 86,2 milliards DH (MMDH) et dépasserait même les niveaux alarmants de 2012. Cela serait engendré par la tendance à la stabilisation des réserves internationales nettes. De ce fait, les conditions monétaires vont se resserrer et pourtant, la progression des créances sur l'économie resterait modérée.

Face à cette situation, la Banque centrale va poursuivre ses interventions sur le marché pour atténuer les tensions. A ce titre, elle a augmenté son niveau d'injections global à 72,7 MMDH en moyenne entre octobre et novembre 2018, dont 69,5 MMDH sous forme d'avances à 7 jours, ce qui couvre largement le déficit. Cela n'empêche pas certains professionnels des marchés à demander une nouvelle réduction du taux de la réserve obligatoire.

Crédit bancaire et masse monétaire au Maroc

Eléments		2015	2016	2017	2018
Variation en % du crédit bancaire	(x)	0,3	3,9	3,8	3,5
Variation en % de la masse monétaire	(y)	5,7	4,7	5,5	3,7

Source : www.leconomiste.com au 21/12/2018 (Texte adapté)

TRAVAIL A FAIRE : (8,25 points)

DOCUMENTS DE REFERENCE	N°	QUESTIONS	BAREME
ANNEXE 1	1	Complétez l'annexe N°1 page n° 6	0,5 pt
DOCUMENT 1	2	Complétez l'annexe N°2 page n° 7	2,25 pts
DOCUMENT 2	3	Complétez l'annexe N°3 page n° 8	1,5 pt
DOCUMENT 3	4	Complétez l'annexe N°4 page n° 8	1,5 pt
DOCUMENT 4	5	Complétez l'annexe N°5 page n° 9	2,5 pts

DOSSIER 2 : MARCHE, OUVERTURE DE L'ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT

DOCUMENT 5 : Le marché du thé au Maroc

Le Maroc, grand pays consommateur et importateur du thé, importe principalement de la chine deux variétés de thé : le Gunpowder et le Chumée et consomme entre 55 000 et 60 000 tonnes par an.
Sur le marché national du thé, 100 opérateurs commercialisent 400 marques et seulement six entreprises détiennent 80% du marché. Aussi, l'importation et le conditionnement du thé sont devenus une activité opaque avec des informations sur les parts de marché et les volumes d'importation gardées parfois confidentielles.
De nouveaux entrants marquent leur présence sur un marché fortement concurrentiel et aspirent ramasser les parts de marché des uns et des autres. Mais, en réalité, c'est un marché difficile à pénétrer où les consommateurs sont souvent habitués à certaines marques depuis plusieurs années.

Source : www.lavieeco.com au16/02/2018 (Texte adapté)

DOCUMENT 6 : Gagnants et perdants du commerce mondial

La libéralisation des échanges, depuis les années 1990, sous l'effet du démantèlement tarifaire dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), a encouragé l'exploitation des avantages de coûts, salariaux notamment, entre pays à niveaux de développement différents. Parallèlement, dans les économies développées, l'intégration économique, à l'échelle régionale notamment (Union européenne, Accord de libre-échange nord-américain, Mercosur, etc.), favorisait la spécialisation et les économies d'échelle.
L'importance des spécialisations internationales pour la croissance économique a mis très tôt en évidence les limites de la théorie du commerce international. Celle-ci soutient en effet que **tous les pays sont gagnants à l'échange lorsque chacun se spécialise dans les productions pour lesquelles son avantage en matière de coûts est relativement le plus grand**.
Or, cette spécialisation ne favorise que les pays exportateurs de produits industriels pour lesquels la demande progresse plus vite comparée aux produits agricoles.

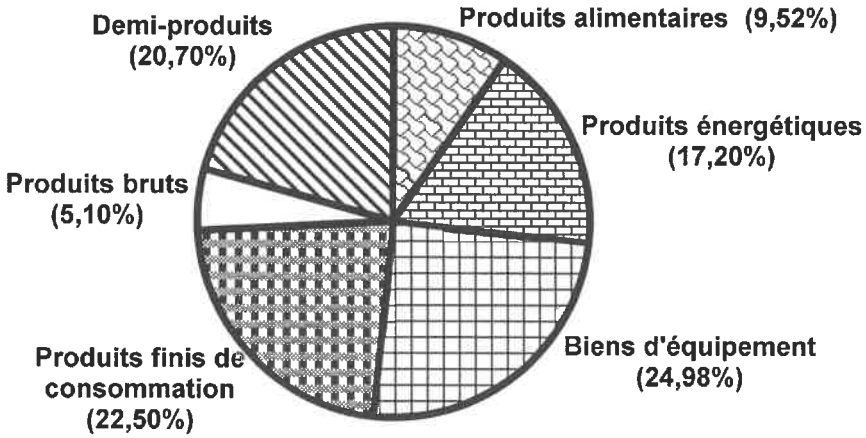
Source : www.alternatives-economiques.fr au 04/01/2019 (Texte adapté)

DOCUMENT 7 :

Faiblesses du commerce extérieur marocain

Dans un contexte d'ouverture, le déficit commercial au Maroc est devenu de plus en plus grave. Les exportateurs des pays industriels envahissent le marché marocain avec des produits subventionnés. En même temps, ils réussissent à maintenir des barrières non tarifaires pour protéger leurs marchés intérieurs.
L'année 2018 ne fait pas l'exception, les exportations des biens ont augmenté de 10,2% pour se situer à 274,2 MMDH, mais sans parvenir à alléger le déficit commercial. Cela reste encore lié à la faiblesse de la valeur ajoutée de l'offre exportable à l'exception de quelques secteurs. Aussi, **les importations des biens de 478,7 MMDH sont dominées par des produits industriels à haute valeur ajoutée et des produits énergétiques** qui pèsent sur la balance commerciale. Par contre, la rubrique des services a enregistré un excédent de 74,5 MMDH puisque les exportations des services ont atteint 174,5 MMDH contre 100 MMDH pour les importations.

Structure des importations marocaines par groupe de produits en 2018



Sources : www.leconomiste.com au 24/01/2019 et www.oc.gov.ma (Texte adapté)

DOCUMENT 8 : Indicateurs du sous-développement en Afrique

La croissance économique en Afrique reste marquée par sa faiblesse et des disparités régionales très grandes. En 2016, cette croissance n'a été que de 0,4% en Afrique de l'Ouest alors qu'elle a dépassé les 5% en Afrique de l'Est. Or, **pour un développement, il faut réaliser une croissance économique de 7 % sur le moyen voire le long terme** et pour atteindre cette croissance, le taux d'investissement moyen doit être d'au moins 25%. Mais, sur les vingt dernières années, ce taux n'a été que de 18% en Afrique.

Ce continent doit relever un autre défi, celui de la mobilisation des ressources pour investir : uniquement pour les investissements dans les infrastructures, il a besoin de 170 milliards de dollars par an, ce qui justifie son surendettement.

A noter aussi que le potentiel économique de l'Afrique reste largement inexploité et, pour ce qui concerne la partie exploitée, la richesse ne profite qu'à une minorité qui s'enrichit dans des proportions choquantes.

Par ailleurs, le taux de pauvreté en Afrique recule depuis plusieurs années, mais la croissance démographique élevée augmente le nombre de pauvres. Ainsi, plus de 500 millions d'africains vivent sous le seuil de pauvreté avec moins de 2 dollars par jour.

Source : www.lemonde.fr au 09/06/2017 (Texte adapté)

TRAVAIL A FAIRE : (7 points)

DOCUMENT DE REFERENCE	N°	QUESTIONS	BAREME
ANNEXE 6	6	Complétez l'annexe N°6 page n° 10	1 pt
DOCUMENT 5	7	Complétez l'annexe N°7 page n° 10	1 pt
DOCUMENT 6	8	Complétez l'annexe N°8 page n° 11	1 pt
DOCUMENT 7	9	Complétez l'annexe N°9 page n° 11	2,25 pts
DOCUMENT 8	10	Complétez l'annexe N°10 page n° 12	1,75 pt

DOSSIER 3 : POLITIQUE BUDGETAIRE AU MAROC

DOCUMENT 9 : Politique budgétaire au Maroc entre relance et rigueur

Dans un contexte marqué par une conjoncture internationale difficile, la politique budgétaire prônée depuis 2013 s'est assignée comme objectif de concilier le soutien à la croissance économique et une baisse progressive du déficit budgétaire. À cet égard, les actions ont été axées, principalement, sur la maîtrise des dépenses publiques et l'optimisation des ressources fiscales. Au niveau de la réforme fiscale, Il s'agit, notamment, de la poursuite de la réforme de la TVA et l'institution d'un barème de taux proportionnels pour l'impôt sur les sociétés.

Pour la maîtrise des dépenses publiques, il a été décidé de réduire la dépense de compensation. Ainsi, l'État a mis en place, à partir de 2013, un système d'indexation partielle des prix des produits pétroliers et les charges de compensation se sont fortement allégées, passant de 54,9 milliards de dirhams (MMDH) en 2012 à 14,9 MMDH en 2016. Les dépenses de personnel se sont inscrites, à partir de 2010, sur une trajectoire haussière, ce qui a poussé l'État à prendre des mesures pour mieux maîtriser l'évolution de la masse salariale.

Depuis 2008, la volonté de poursuivre les efforts de soutien à l'activité économique s'est traduite par l'accroissement des dépenses d'investissement du Budget de l'État.

Source : Tableau de bord des finances publiques, juin 2017 (Texte adapté)

DOCUMENT 10 : Objectif de maîtrise du déficit budgétaire

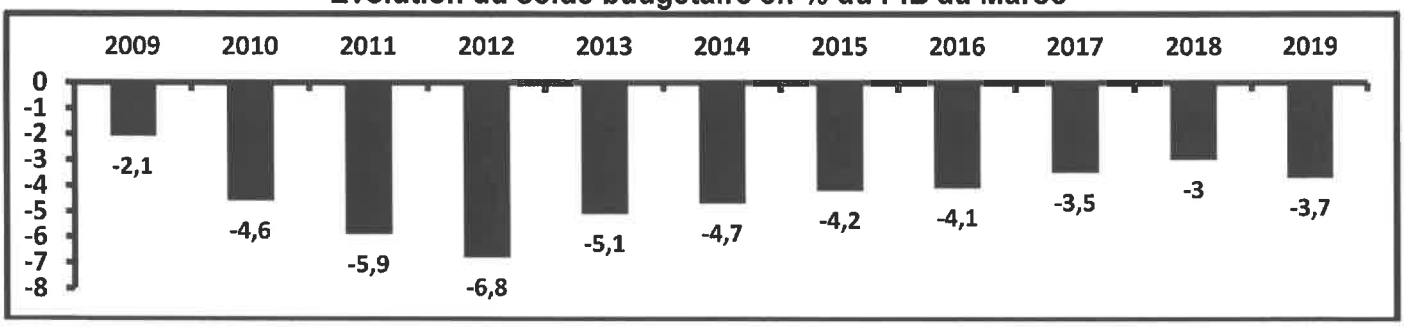
Projet de loi de finances (PLF) 2019, déviation du déficit

L'exécution de la loi de finances 2018 (déficit budgétaire attendu à 3,8% contre 3% prévu initialement) et le projet de budget 2019 soulèvent la déviation de la trajectoire retenue puisque le déficit prévu en 2019 serait de 3,7%. Le budget 2019 se veut en faveur de la croissance économique et le progrès social. Ainsi, les ressources affectées à l'éducation et la santé ont atteint 96 MMDH. En outre, la masse salariale, augmenterait en 2019 à 112 MMDH. Ces hausses seraient en partie financées par des augmentations de taxes, des recettes de privatisation ou encore l'impôt sur les sociétés (IS).

Le PLF 2019 affiche aussi parmi ses orientations le soutien à l'investissement privé et à l'entreprise en vue de stimuler la croissance. Pour cela, il parie sur la réduction du taux de l'IS de 20% à 17,5% pour les entreprises dont le bénéfice se situe dans la tranche de 300 001 à 1 million de DH. Aussi, une enveloppe de 73 MMDH serait affectée aux dépenses d'investissement du budget général soit une hausse de 7,3% par rapport à 2018.

En même temps, le PLF fait de la maîtrise du déficit budgétaire et de l'endettement un objectif tout aussi prioritaire et augmente, dans un effort de mobilisation de recettes additionnelles, la charge fiscale. Le PLF se présente donc comme un budget aux objectifs potentiellement contradictoires, qui flatte les impératifs budgétaires tout en revendiquant une vocation sociale et de soutien à l'économie.

Évolution du solde budgétaire en % du PIB au Maroc



Sources : www.leconomiste.com au 24/10/2018 et www.lnt.ma au 19/11/2018 (Texte adapté)

TRAVAIL A FAIRE : (4,25 points)

DOCUMENT DE REFERENCE	N°	QUESTION DE SYNTHESE	BAREME
Dossier 3	11	<u>Exploitez les documents du dossier n°3 et vos connaissances acquises.</u> Dans une conjoncture marquée par une aggravation du déficit budgétaire, l'État marocain opte pour certaines mesures budgétaires de rigueur sans écarter la vocation sociale et le soutien à l'économie. Après avoir **interprété** l'évolution du solde budgétaire entre 2009 et 2019 et **précisé** les actions budgétaires menées depuis 2013 pour maîtriser le déficit budgétaire, **montrez** comment les actions du budget de 2019 **(deux actions)** peuvent impacter positivement la croissance économique. **N.B. : Votre travail doit respecter la forme usuelle d'une synthèse argumentée : Introduction, développement et conclusion.**	**4,25 pts**

ANNEXES A COMPLETER ET À RENDRE AVEC LA COPIE

DOSSIER 1 : DYSFONCTIONNEMENTS DES MARCHES, AGREGATS ET POLITIQUE MONETAIRE

ANNEXE N°1 : Mettez une croix dans la case appropriée **(0,5 pt)**

PROPOSITIONS
1- L'indice des prix à la consommation (IPC) mesure l'évolution des prix moyens : ☐ Des biens de consommation finale. ☐ Des biens de production durables. ☐ Des biens de consommation intermédiaire.
2- Dans une économie, l'offre de travail est mesurée par : ☐ La population active occupée. ☐ La population active occupée et la population active en chômage. ☐ La population active en chômage.
3- Le taux de chômage féminin se calcule par le rapport suivant : ☐ (Population active en chômage féminine / Population active de 15 ans et plus) x 100. ☐ (Population active en chômage / Population active féminine de 15 ans et plus) x 100. ☐ (Population active en chômage féminine / Population active féminine de 15 ans et plus) x 100.
4- La dépréciation du Dirham marocain par rapport à une devise : ☐ Accroît la compétitivité-prix des exportations marocaines libellées en cette devise. ☐ Réduit la compétitivité-prix des exportations marocaines libellées en cette devise. ☐ Accroît la compétitivité-prix des importations marocaines libellées en cette devise.
5- Le PIB permet de mesurer : ☐ Les revenus primaires et les transferts courants des agents économiques résidents sur le territoire national. ☐ Les revenus primaires des agents économiques résidents sur le territoire national. ☐ Les revenus primaires et les transferts courants des agents économiques nationaux résidents ou non-résidents sur le territoire national.
6- L'effet d'éviction désigne : ☐ L'orientation de la majorité de l'épargne nationale au profit des entreprises du secteur privé au détriment de l'État, ce qui pénalise l'investissement public. ☐ L'orientation de la majorité de l'épargne nationale au profit de l'État au détriment des entreprises du secteur privé, ce qui pénalise l'investissement privé. ☐ Le recours aux importations pour la satisfaction des besoins de l'économie nationale.

ANNEXE N°2 : (Référence : Document 1) **(2,25 pts)**

a- Lisez la donnée en gras soulignée ; **(0,25 pt)**	**1 402 :**

b- Calculez et **lisez** pour 2017 ; **(1,5 pt)**

Élément	Formule	Application numérique	Résultat	Lecture
Le produit intérieur brut (PIB)				
Les dépenses de consommation finale (DCF)				
L'indice d'évolution de la FBC (base 100 en 2016)				

c- Interprétez l'évolution du PIB entre 2015 et 2018 ; **(0,25 pt)**	
d- Relevez deux causes explicatives du ralentissement prévu de la croissance économique au Maroc en 2018. **(0,25 pt)**	

ANNEXE N°3 : (Référence : Document 2) **(1,5 pt)**

a- Lisez la donnée en gras soulignée ; **(0,25 pt)** — **9,8% :**

b- Calculez le nombre de chômeurs en 2018 ; **(0,5 pt)**

Formule	Application numérique	Résultat

c- Relevez **(0,25 pt)**

Une cause du chômage	
Une conséquence du chômage	

d- Illustrez le passage souligné. **(Deux illustrations)** **(0,5 pt)**

ANNEXE N°4 : (Référence : Document 3) **(1,5 pt)**

a- Lisez la donnée en gras soulignée ; **(0,25 pt)**

2,8% :

b– Précisez en **justifiant** s'il y aurait désinflation en 2018 au Maroc ; **(0,25 pt)**

c- Dégagez deux conséquences éventuelles de la stabilité des prix ; **(0,5 pt)**

d- Expliquez le passage en gras souligné. **(0,5 pt)**

ANNEXE N°5 : (Référence : Document 4) **(2,5 pts)**

a- Relevez deux contreparties de la masse monétaire ; **(0,25 pt)**

b- Relevez une action de politique monétaire pour 2018 ; **(0,25 pt)**

c- En déduisez (0,25 pt)

Un objectif intermédiaire	Un objectif final

d- Montrez un impact éventuel d'une baisse du taux de la réserve monétaire sur la croissance économique au Maroc ; **(0,5 pt)**

e-

e.1- Déterminez l'équation de la droite d'ajustement linéaire selon la méthode des moindres carrés (méthode développée), sachant que : **(1 pt)**

x : Variation en % du crédit bancaire ; y : Variation en % de la masse monétaire

$\sum xiyi = 53,89$; $\sum xi^2 = 41,99$; $\bar{x} = 2,87$; $\bar{y} = 4,9$

e.2- Calculez le taux de variation prévisionnel de la masse monétaire si le crédit bancaire augmenterait de 7%. **(0,25 pt)**

DOSSIER 2 : MARCHE, OUVERTURE DE L'ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT

ANNEXE N°6 : Mettez une croix dans la case appropriée (Vrai ou faux) ; **justifiez** **(1 pt)**

PROPOSITIONS	VRAI	FAUX	JUSTIFICATION
1- Pour l'entreprise qui opère sur un marché de concurrence pure et parfaite, la quantité optimale de production est atteinte quand le coût moyen est égal au prix du marché.			
2- Les recettes voyage sont classées dans la rubrique du revenu primaire de la balance des paiements.			
3- Les investissements directs étrangers (IDE) à destination d'un pays risquent de dégrader à terme le solde de son compte des transactions courantes.			
4- L'union douanière est un stade d'intégration économique par lequel il y a libre circulation des personnes des biens, des services et des capitaux entre les pays membres de cette union.			

ANNEXE N°7 : (Référence : Document 5) **(1 pt)**

a- Caractérisez le marché du thé au Maroc selon ses composantes ; **(une caractéristique par composante) (0,5 pt)**

Offre	Demande

b- Vérifiez, en **justifiant,** les conditions de la concurrence pure et parfaite suivantes sur ce marché ; **(0,5 pt)**

La transparence du marché	
L'atomicité du marché	

ANNEXE N°8 : (Référence : Document 6) **(1 pt)**

a- Relevez un objectif de l'OMC ; **(0,25 pt)**

b- Déduisez la théorie des échanges extérieurs à laquelle le passage en gras souligné fait allusion. **Précisez** son auteur ; **(0,25 pt)**

Théorie :

Auteur :

c- Dégagez

Un avantage du libre-échange ; **(0,25 pt)**

Une limite du libre-échange. **(0,25 pt)**

ANNEXE N°9 : (Référence : Document 7) **(2,25 pts)**

a- Calculez et **lisez** pour 2018 : **(1 pt)**

Indicateurs	Formule	Application numérique	Résultat	Lecture
Le solde commercial des biens				
Le taux d'ouverture sachant que le PIB est estimé à 1 112 MMDH				

b- Citez deux mesures non tarifaires ; **(0,25 pt)**

c- Caractérisez le commerce extérieur marocain **(Deux caractéristiques) ; (0,5 pt)**

d- Illustrez le passage en gras souligné à partir du graphique. **(0,5 pt)**

ANNEXE N°10 : (Référence : Document 8) **(1,75 pt)**

a- Relevez des indicateurs du sous-développement en Afrique ; **(0,5 pt)**

Deux indicateurs économiques	
Deux indicateurs non économiques	

b- Dégagez ; (0,5 pt)

La théorie explicative du sous-développement	**Auteur**	**Un facteur explicatif du sous-développement selon cette théorie**
	R. Nurkse	

c- Expliquez le passage souligné. **(0,75 pt)**

0,5 pt est consacré à la présentation soignée de la copie